

Le Japon dans son environnement géostratégique

lundi 6 avril 2015, par [Edouard PFLIMLIN](#), [Louis-Arthur BORER](#)

Quelles sont les menaces qui pèsent sur l'archipel nippon ? Par quel réseau d'alliances cherche-t-il à se prémunir de ces dangers ? Comment adapte-t-il ses alliances et comment cherche-t-il à les faire évoluer ? De nombreuses interrogations qui révèlent des changements et des processus complexes et protéiformes dans la politique et la stratégie japonaises internationales.

LE JAPON est un pays vulnérable. Manquant de l'essentiel de ses ressources énergétiques, il doit notamment importer quelque 100 % du pétrole vital pour son économie et sa population. Engoncé dans un territoire réduit de 377 944 km² pour une population de 127 millions d'habitants, en 2014, soit une densité de 336 habitants au kilomètre carré, concentrée sur certains espaces notamment autour d'Osaka-Tokyo, il est fragile et peut être déstabilisé, voire détruit par des Etats étrangers ou des acteurs non-étatiques (terroristes, pirates...) d'autant plus qu'il doit protéger une Zone économique exclusive (ZEE) de plus de 4,4 millions de kilomètres carrés et s'étire sur 3 300 kilomètres de long, de la Russie au nord à Taïwan au sud, le long de la côte orientale de l'Asie (Chine et Corées). L'archipel nippon comporte 6 852 îles de plus de 100 m², dont 430 sont habitées, rendant difficile le respect de leur souveraineté, alors que les menaces liées à l'environnement régional et international accroissent les défis auxquels il doit « naturellement » faire face.

L'arrivée au pouvoir en décembre 2012 du Premier ministre conservateur Shinzo Abe issu du parti Libéral-démocrate (PLD) - développant une politique étrangère dite de « pacifisme proactif » qui vise à affirmer la place du Japon sur la scène internationale quitte à réinterpréter la Constitution pacifiste de 1946 -, a conduit à vouloir mieux faire face à ces défis et répondre aux contraintes stratégiques, même si une telle volonté émergeait déjà avant la venue d'Abe aux commandes du pays.

Comment [le Japon](#) aborde-t-il dans sa doctrine stratégique et sa politique de défense ces défis ? [Quelles sont les menaces qui pèsent sur l'archipel nippon ?](#) Par quel réseau d'alliances cherche-t-il à se prémunir de ces dangers ? Comment adapte-t-il ses alliances et comment cherche-t-il à les faire évoluer ? De nombreuses interrogations qui révèlent des changements et des processus complexes et protéiformes dans la politique et la stratégie japonaises internationales.

Face aux défis multiples et aux rivaux régionaux aux comportements menaçants (1), le Japon a développé un système d'alliances et d'engagements d'intensité variable qu'il renforce avec constance (2). Il s'appuie aussi sur de nouveaux alliés et de nouvelles formes de coopération avec ceux-ci (3).

1. Défis, enjeux et rivalités régionales et internationales

Les objectifs stratégiques fondamentaux japonais sont au nombre de trois, comme l'explique une note de l'IFRI sur la question [1]. Il s'agit tout à la fois de « *préserver la souveraineté japonaise et protéger son territoire et ses intérêts vitaux dans les régions entourant le Japon, ainsi que les lignes de communication maritimes* », « *parvenir à une croissance économique malgré de nombreuses pressions* » (intérieures) - dans cette perspective l'intégration régionale est cruciale ; « *maintenir l'ordre libéral international fondé sur une série de règles et de principes, incluant la liberté de navigation et le règlement pacifique des*

différends... ».

A court et moyen termes, l'enjeu est de répondre à trois menaces distinctes : les deux principales portent d'une part sur la souveraineté sur [les îles du sud-ouest de l'Archipel nippon - îles Senkaku notamment](#). [Elle est remise en cause par la Chine communiste qui les appelle Diaoyu](#). Son armée se développe à un rythme accéléré - le budget de la défense chinois a crû de plus de 10 % en moyenne chaque année depuis 20 ans pour atteindre plus de 150 milliards de dollars, soit trois fois celui du [Japon](#). D'autre part, pèse la menace des missiles balistiques nord-coréens, qui pourraient être dotés à un horizon qui semble se rapprocher d'ogives nucléaires. La troisième menace porte sur les lignes de communication maritimes si vitales pour l'Archipel nippon qui importe presque 100 % de ses besoins énergétiques notamment du Moyen-Orient. Or là encore, les revendications territoriales chinoises, quasi exclusives sur la mer de Chine méridionale, associées à l'expansion massive, notamment de la marine de guerre chinoise, s'appuyant aussi sur les différentes flottes de garde-côtes, quasi paramilitaires, ainsi que la volonté de s'appuyer sur un réseau de points d'appui (que certains qualifient de « collier de perles » des bases dans l'Océan Indien) auprès d'alliés, font peser une menace sur le commerce maritime du Japon mais aussi de nombreux pays de la région qui deviennent alliés ou partenaires potentiels de Tokyo. Dans ce contexte, protéger ces artères vitales en Asie du Sud-Est et dans l'Océan Indien, est impératif.

Comme l'indique la *East Asian Strategic Review 2013 (EASR)* [2] « renforcer la posture de défense dans les îles du Sud-ouest de l'Archipel » et « répondre aux menaces de missiles balistiques » est essentiel et constitue l'un des grands objectifs des « Lignes directrices du Programme de défense nationale » de décembre 2010 (« National defense program guidelines » ou NDPG 2010) qui définissent les orientations de la défense japonaise et ont fait évoluer la politique de défense.

Si face aux menaces régionales, le Japon modernise son armée, - comme le montre le commissionnement en mars 2015 du plus grand navire de guerre japonais depuis la Seconde guerre mondiale, le DDH138 Izumo, un porte-hélicoptères de 248 mètres de long -, et accroît le budget militaire - depuis l'arrivée au pouvoir de Shinzo Abe les dépenses de défense, en déclin depuis une décennie, ont été augmentées chaque année -, il pourrait aussi chercher à renouer les liens, notamment [avec Pékin](#), mais aussi les améliorer [avec Séoul](#) avec lequel il a notamment un différend territorial portant sur l'îlot de Takeshima/Dokdo.

Pour l'heure, les menaces ne pèsent pas que sur son environnement régional « immédiat ». Le terrorisme international, dont le Japon a été victime à plusieurs reprises avec l'élimination de ressortissants japonais (par exemple l'exécution de deux Japonais début 2015 par [l'Etat islamique implanté en Syrie et en Irak](#) et de trois touristes japonais tués dans l'attaque terroriste contre le musée du Bardo à Tunis en mars), et [la piraterie](#), active notamment en Afrique de l'Ouest et de l'Est, et en Asie du Sud-Est, qui peut perturber le trafic maritime, pèsent sur les intérêts japonais, les mettant parfois en danger.

Afin de se protéger, le Japon n'est pas en mesure de compter sur ses seules forces, compte tenu de ses vulnérabilités. Si l'alliance avec [les Etats-Unis](#) demeure l'épine dorsale de la défense de l'Archipel nippon, celui-ci cherche aussi à s'appuyer sur un réseau d'alliés ou de partenaires, complémentaires de la puissance militaire américaine.

2. Le renforcement des alliances face aux défis

Entre le Japon et ses alliés et partenaires stratégiques, l'heure est à l'approfondissement des relations [3].

Le Japon est lié depuis 1960 par un traité de sécurité avec les Etats-Unis. Plus de 45 000 militaires américains sont présents dans l'Archipel nippon.

Dans un contexte de tensions avec la Chine et sous la menace du programme balistique et nucléaire nord-coréen, l'administration de Shinzo Abe a autorisé mardi 1er juillet 2014 une réinterprétation de l'article 9 de la Constitution pacifiste japonaise - par lequel [le Japon](#) renonce à la guerre et à entretenir des forces armées - permettant à l'Archipel, pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale en 1945, de venir en aide à un allié s'il est attaqué. Ce droit à l'autodéfense collective permettra à l'armée japonaise - créés en 1954 et comprenant quelque 240 000 hommes et appelées pour des raisons constitutionnelles forces d'autodéfense (FAD) -, d'intervenir pour la première fois sur des théâtres d'opérations extérieurs. C'est un changement majeur. Il reste à faire passer ces évolutions doctrinales en modifiant la législation sur les FAD. Ce sera chose faite en mai 2015 après l'accord qui est intervenu vendredi 20 mars 2015 entre le PLD de Shinzo Abe et son allié, le parti Komeito. Les deux partis se sont accordés pour étendre le champ des opérations menées par les FAD [4] : soutien aux forces militaires des pays qui sont engagés dans des activités qui contribuent à la paix et à la sécurité du Japon, soutien à la sécurité internationale et notamment aux opérations de maintien de la paix, mesures d'autodéfense permises par l'article 9 de la Constitution japonaise.

Ainsi Tokyo pourra par exemple défendre un navire américain s'il est attaqué par un pays tiers dans les eaux proches du [Japon](#), avec le risque d'une attaque imminente contre le Japon, ou pour intercepter un missile balistique nord-coréen quand il est détecté et se dirige vers un territoire américain, et vole au-dessus du Japon et que son interception est demandée par les Etats-Unis.

Ces derniers, avec lesquels le Japon est lié par un traité de sécurité datant de 1960 et par la présence de plus de 45 000 militaires américains dans l'Archipel nippon, sont un allié clé.

L'alliance vitale avec les Etats-Unis

La coopération bilatérale prend plusieurs formes, dont des exercices conjoints communs qui peuvent d'ailleurs impliquer d'autres alliés. Ils visent à accroître la capacité des deux armées à agir ensemble. [5] Ils couvrent tous les champs d'intervention, y compris le domaine amphibie où Tokyo souhaite acquérir des capacités pour défendre ses îles lointaines. Ils s'appuient sur le rapprochement physique qui a eu lieu il y a près de deux ans entre les commandements japonais et américains au Japon. La collaboration porte aussi sur les matériels militaires déployés par les deux pays : avions-hélicoptères MV-22 Osprey, chasseurs furtifs F-35, systèmes antimissiles balistiques, etc...

Dans ce contexte, les Etats-Unis et le Japon ont formellement entériné, [6] le 3 octobre 2013, la révision de l'actuelle politique de coopération nippo-américaine en matière de défense. Les « lignes directrices de la coopération bilatérale en matière de défense » n'ont pas été révisées depuis 1997 ! Il est notamment prévu de réinstaller 9 000 *US Marines* de l'île d'Okinawa sur la grande base américaine de Guam et dans les îles Mariannes.

Le Japon et les États-Unis ont publié mercredi 8 octobre 2014 un rapport intérimaire [7] sur la révision de leurs lignes directrices de la coopération bilatérale. Il indique que la coopération militaire ne sera pas limitée par la géographie, ce qui est un changement majeur par rapport à 1997, et qu'elle mettra l'accent sur la « *nature globale* » de l'alliance nippo-américaine. Il énumère 12 mesures visant à assurer de façon transparente et fluide la paix et la sécurité du Japon, dont « la défense aérienne et antimissile », « la sécurité maritime » et « les opérations d'évacuation de non-combattants [8]. ». Le rapport souligne par ailleurs la nécessité de promouvoir la coopération de défense multilatérale.

Relations renforcées avec d'autres alliés majeurs

La coopération avec les autres pays de la région Asie-Pacifique a aussi une grande importance notamment dans le cadre des NDPG 2010, réactualisées en 2013 (NDPG 2013 [9]).

Géographiquement le plus proche du Japon, Séoul est aussi en première ligne face à [Pyongyang](#). Malgré des tensions récurrentes, notamment en raison des exactions commises par l'armée japonaise en Corée pendant la Seconde guerre mondiale, le Japon et la Corée du Sud, connaissent un rapprochement sécuritaire et militaire. Les deux pays disposent d'une marine assez similaire par la taille et le type de

navires en service. Des exercices entre leurs marines, et aussi avec celle des Etats-Unis, ont lieu périodiquement.

Plus éloignés géographiquement, l'Australie et le Japon se disent concernés par la montée en puissance chinoise, par la nécessité de garantir la liberté de navigation et la sécurité de la région Pacifique. Des exercices tripartites entre les Etats-Unis, le Japon et l'Australie sont organisés comme du 27 janvier au 12 mars 2015 l'exercice *Cope North Guam* [10], sur l'île stratégique de Guam. Tokyo souhaite accroître ses capacités à interopérer et à projeter ses forces terrestres. La collaboration pourrait devenir encore plus évidente en cas de transfert de technologie sous-marine japonaise des sous-marins de la classe Soryu pour remplacer douze de la classe *Collins*, un contrat de 35 milliards d'euros. Pour les Australiens, le choix japonais fournirait l'assurance de bénéficier d'une technologie de pointe, notamment furtive

Plus au nord, [l'Inde](#) et le Japon développent, depuis l'an 2000, un partenariat stratégique global [11]. En effet, les deux pays partagent des valeurs fondamentales et ont des intérêts communs pour la paix, la sécurité et la prospérité en Asie et dans le Monde. Pour le Japon, dont l'économie est étroitement dépendante du trafic maritime, l'Inde occupe une place particulièrement stratégique car ce sous-continent est situé au centre des lignes de communication reliant l'Archipel nippon au Moyen-Orient et à l'Afrique. Le Japon et l'Inde ont en conséquence renforcé leur coopération sécuritaire. En 2007, le Japon participe à l'exercice *Malabar* qui est « délocalisé » au large d'Okinawa et réunit les marines américaine, australienne, indienne, singapourienne, et japonaise. En 2012, un premier exercice réunit conjointement les deux marines japonaise et indienne dans la baie de Sagami au large du Japon. Le Japon a proposé de vendre à son partenaire indien du matériel militaire, notamment des hydravions US-2 dotés d'une très grande autonomie et capables de mener des opérations de recherche et de sauvetage. La vente pourrait être conclue prochainement. L'Inde a aussi marqué son intention de coopérer avec le Japon pour la construction de sous-marins [12].

Hors d'Asie-Pacifique, le principal partenaire stratégique sur le plan sécuritaire est l'Union européenne et en son sein la France et le Royaume-Uni.

L'UE partenaire stratégique

Du 29 avril au 7 mai 2014, le premier ministre japonais Shinzo Abe, a effectué [un tour d'Europe](#) de se rendant successivement [en Allemagne](#), [en Angleterre](#), [au Portugal](#), [en Espagne](#), [en France](#), et [en Belgique](#). L'objectif de cette visite était double : il s'agissait d'approfondir les liens économiques et sécuritaires avec [l'Union européenne](#), en particulier avec certains Etats dont la France. L'UE et les grands pays européens ont développé des positions communes sur des sujets comme la lutte antiterroriste, ou le dossier du conflit russo-ukrainien, appelant à son règlement pacifique.

La visite du président de la République François Hollande au Japon en juin 2013 a donné un nouvel élan à ce « *partenariat d'exception* » entre le Japon et la France.

Elle a par ailleurs développé des partenariats spécifiques avec certains Etats. Tokyo a déjà signé un accord avec Londres sur des tenues NBC (nucléaire, bactériologique, chimique) dans le cadre d'un partenariat stratégique avec le Royaume-Uni. Lors de sa venue à Londres, le 1er mai 2014, Abe et le premier ministre britannique David Cameron ont convenu de « stimuler la coopération anglo-japonaise en matière de sécurité ».

Un tel partenariat stratégique existe aussi avec la France et la relation bilatérale ne cesse de s'accroître. « *Depuis le 150ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et le Japon en 2008, le dialogue stratégique franco-japonais a été rehaussé au niveau ministériel en janvier 2012* », souligne le Quai d'Orsay. La visite du président de la République François Hollande au Japon en juin 2013 a donné un nouvel élan à ce « *partenariat d'exception* ».

Une réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des deux pays s'est tenue le 9 janvier 2014 à Paris a souligné l'importance de la coopération entre la France et le Japon notamment au regard des nouvelles NDPG.

Les quatre ministres avaient exprimé leurs points de convergence sur de nombreux dossiers comme « *sur la situation dans la Corne de l'Afrique, la lutte contre la piraterie maritime, ainsi que, sur un plan plus général, la lutte contre le terrorisme* ».

Lors de cette même rencontre, le ministre de la défense français Jean-Yves Le Drian avait annoncé la création de deux instances (forums) de dialogue France-Japon, l'une sur la coopération dans le domaine de la recherche sur les nanotechnologies, la robotique et la [cyber-défense](#), l'autre sur la coopération industrielle (hélicoptères de nouvelle génération, drones sous-marins, propulsion sous-marine). L'objectif étant de parvenir d'ici à un an à un accord, ce qui fut fait (voir supra).

Hormis avec ces alliés privilégiés, le Japon établit des relations sécuritaires de moindre importance avec l'Asie du Sud-Est.

L'Asie du Sud-Est : des liens protéiformes

Les pays de l'ASEAN partagent les craintes japonaises vis-à-vis de la Chine. L'intérêt est ici moins militaire que sécuritaire, les pays de l'ASEAN ne disposent pas de forces armées puissantes mais sont confrontés à une piraterie active qui peut aussi représenter une menace pour l'économie japonaise. De plus, le Japon ambitionne d'accroître ses liens économiques et son influence dans la région, notamment face au poids croissant de Pékin. Le Japon participe ainsi aux sommets élargis *ASEAN Defence Ministers Meeting Plus* ou ADMM + depuis sa création en 2010. Outre ces rencontres multilatérales, Tokyo entend favoriser l'établissement de relations bilatérales. Le Vietnam est particulièrement préoccupé par la politique jugée agressive de la Chine notamment à l'encontre des îles Spratleys et Paracels. Le Japon a transféré six navires au Vietnam pour « *stimuler sa capacité de sécurité maritime* » et mis en place en mars 2014 « *un partenariat stratégique étendu [13]* », insistant sur la nécessité d' « *assurer la paix, la stabilité et le développement dans la région, incluant la sécurité et la sûreté et la liberté de navigation et de vol fondée sur la loi internationale* ». Sur le plan sécuritaire, les secteurs du déminage, la formation du personnel et les techniques militaires devraient faire l'objet d'une coopération bilatérale.

Tokyo a pu s'engager à transférer 10 patrouilleurs maritimes des garde-côtes à la marine des Philippines au titre de la lutte anti-piraterie [14]. Les Philippines, notamment du fait des différends territoriaux (récif de Scarborough) avec la Chine, sont un partenaire à l'importance croissante pour Tokyo. Le typhon Haiyan, qui a dévasté en novembre 2013 l'archipel philippin, a été l'occasion pour le Japon de démontrer à la fois le caractère pacifique de l'accroissement de sa marine et d'afficher une image positive sur la scène internationale tout en s'affirmant comme un acteur régional majeur en appuyant sa diplomatie [15]. Les FAD ont déployé 1 200 soldats environ [16], trois navires de guerre, dix avions et six hélicoptères lors de ce qui a été la plus grande opération de l'armée japonaise à l'étranger depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Le Japon renforce également sa coopération avec le Laos avec lequel les relations ont été élevées en mars 2015 au niveau de partenariat stratégique, de même qu'avec l'Indonésie. La coopération sécuritaire se renforce aussi avec le Cambodge.

Les partenariats stratégiques du Japon reposent également sur les exercices bilatéraux ou multilatéraux permettant d'accroître la capacité à interopérer des armées mais également à développer des liens et une confiance réciproque. En 2012 L'exercice *Kakadu* a permis d'accroître la capacité à interopérer entre les différentes marines de la région et les Forces d'autodéfense (FAD) maritimes japonaises. Les escales de bâtiments japonais dans ces pays se multiplient. Le 20 septembre 2013 à Yokosuka, les marines de cinq pays (Australie, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon et Singapour) ont participé à la 6e édition de l'exercice de sauvetage sous-marin *Pacific Reach 2013*. L'Inde, la Thaïlande et le Vietnam étaient également présents à titre d'observateurs [17]. Le Japon participe aussi aux exercices navals *RIMPAC* (« *RIM of the Pacific* ») qui sont également le meilleur exemple d'entraînement mettant en commun des marines de très

nombreux pays d'Asie-Pacifique sous l'égide des Etats-Unis.

Ainsi, la politique de développement de partenariats stratégiques que mène le Japon semble passer, non par un système d'alliances classiques, mais par un ensemble complexe à engagements variables et multiples face à ses rivaux.

3. Nouvelles aires et nouvelles formes de relations

Le Japon investit aussi de nouvelles régions du monde. [L'Afrique](#) est une priorité récente. Shinzo Abe a effectué du 9 au 13 janvier une tournée africaine qui l'a amené en Côte d'Ivoire, Mozambique et en Ethiopie, au moment même où le ministre des Affaires étrangères chinois se rendait sur le continent noir. Il s'agissait de la première tournée africaine d'un chef de gouvernement japonais depuis huit ans. Tokyo a mis l'accent officiellement sur l'économie pour expliquer l'objectif de cette visite « historique ». Une des principales raisons est la découverte d'un des plus grands gisements de gaz au monde dans ce pays d'Afrique du sud-est.

Par rapport à la Chine, le Japon accuse en Afrique un retard économique sérieux.

En mettant davantage l'accent sur l'Afrique, estime le *New York Times*, « M. Abe lance le Japon dans une lutte pour les ressources là-bas (...). Le Japon est particulièrement désireux de trouver de nouvelles sources de métaux dits de « terres rares », matières premières utilisées dans l'électronique et les téléphones portables qu'il importe actuellement principalement de la Chine [18] ». L'intérêt est donc stratégique : réduire la dépendance envers un voisin chinois qui apparaît comme de plus en plus menaçant...

Par rapport à la Chine, le Japon accuse en Afrique un retard économique sérieux. Malgré des relations anciennes avec l'Afrique, le Japon ne représente que 2,7% des échanges commerciaux de ce continent, contre 13,5% pour la Chine, selon l'OCDE.

Plusieurs éléments suggèrent également une ambition stratégique derrière le discours économique. Le Japon peut aussi chercher à courtiser les votes des pays africains afin qu'ils appuient sa volonté de devenir membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

Par ailleurs, la présence japonaise stratégique est ancienne, notamment celle des FAD avec les opérations de maintien de la paix. Ainsi, les FAD terrestres ont déployé des hommes dans le cadre d'une mission de l'ONU au Mozambique en 1993 après la fin de la guerre civile. Des personnels militaires et civils japonais sont également déployés au Sud-Soudan [19], afin de soutenir la construction du jeune Etat en grave crise.

La présence militaire japonaise s'est renforcée avec la création d'une base militaire à Djibouti. La base a été ouverte officiellement en juillet 2011 et abrite 600 hommes. Elle a pour mission de participer à la lutte contre la piraterie internationale au large du golfe d'Aden. C'est la première base japonaise à l'étranger depuis 1945. C'est aussi un moyen de tester les déploiements de forces d'autodéfense et d'entraîner sa marine puisque des destroyers japonais patrouillent dans les eaux troublées de la région, en coopération avec d'autres forces internationales, notamment françaises avec lesquelles elles effectuent des exercices.

Tokyo a donc clairement fait de l'Afrique une priorité stratégique qui va au-delà de la seule défense et promotion de ses intérêts économiques.

L'Amérique latine, nouvel enjeu ?

Shinzo Abe a effectué fin juillet 2014 une tournée de onze jours, à travers cinq pays sur le [continent sud-américain](#). Le Japon cherche à mieux s'implanter sur ce marché où la Chine a déjà beaucoup investi. Les échanges avec l'Amérique latine ne pèsent que 5 % de ses exportations et moins de 4 % de ses importations, l'essentiel étant des matières premières et des produits agroalimentaires. Des enjeux diplomatiques ont motivé également cette tournée. Tokyo vise ainsi un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour 2016, et veut s'appuyer sur des grands pays émergents comme le Brésil pour parvenir à ses fins. *"L'Amérique Latine a une grande présence sur la scène internationale et est un partenaire indispensable dans ma vision diplomatique"*, a affirmé M. Abe.

Hormis ces nouveaux partenaires du Japon, ce sont aussi de nouvelles formes de coopération qui se développent.

Elargissement des formes de sa coopération internationale

Une plus grande coopération en matière de défense est facilitée par l'assouplissement le 1er avril 2014 par l'administration japonaise des règles d'exportation d'armements japonais à l'étranger. A l'origine, un embargo, en place depuis 1967, empêchait le Japon de vendre des armes aux pays communistes, aux pays impliqués dans des conflits internationaux, et aux pays soumis à un embargo par une résolution des Nations Unies. Ces trois principes ont été transformés en une interdiction générale en 1976. L'embargo a été assoupli en 2011 pour permettre au Japon de s'engager dans le développement et la production d'armes avec les États-Unis, notamment dans le cadre de la défense antimissile. En avril 2014, les principes ont donc été entièrement supprimés et remplacés par un embargo sur les exportations d'armes vers les pays en conflit et des exportations qui seraient en violation des résolutions de l'ONU.

Ces nouvelles règles autorisent le développement et la production d'armes en partenariat avec les États-Unis et d'autres pays, et l'exportation d'équipements militaires à des fins pacifiques et humanitaires, comme dans le cas de missions de maintien de la paix de l'ONU.

A la suite de cela, début juillet 2014, deux accords de coopération industrielle militaire ont été annoncés. Dans le cadre de la coopération avec la Grande-Bretagne, il s'agit de co-développement dans le cadre du programme de missile Meteor développé par le fabricant de missiles Matra BAe Dynamics Alenia (MBDA) ainsi que d'autres entreprises européennes, et qui pourrait être utilisé sur le F-35.

Dans le second cas, avec les États-Unis, il s'agit de l'exportation par Mitsubishi Heavy Industries (MHI) de capteurs destinés à être utilisés dans le système de missiles de défense PAC-2 (Patriot Advanced Capability-2) qui doit être vendu ultérieurement [au Qatar](#).

Par ailleurs, lors de la visite, le 13 mars 2015 à Tokyo, du ministre de la défense français, Jean-Yves Le Drian et du ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius, le Japon et la France ont signé [20] un accord intergouvernemental sur la recherche et le développement d'équipements de défense communs pour renforcer la coopération technologique entre les deux pays dans quatre domaines : sonar, sous-marins inhabités, robots et cyberdéfense.

Les partenariats industriels sont donc protéiformes et leur champ s'étend à mesure que le Japon se libère des carcans du passé.

Conclusion

L'affirmation du Japon sur la scène régionale et internationale dans le cadre de sa politique de « pacifisme proactif » dans un contexte de vives tensions régionales et mondiales passe par la mise en place d'un ensemble d'alliances et l'ouverture et le développement de liens vers de nouvelles aires géographiques correspondant aux intérêts géopolitiques du Japon. Elle se traduit aussi par des évolutions de la législation japonaise pour favoriser le soutien aux alliés et la coopération stratégique et technologique avec eux faisant sortir le Japon de son pacifisme traditionnel.

Ceci n'exclut pas les tentatives de règlement pacifique des différends. Ainsi, jeudi 19 mars 2015, des

discussions en matière de sécurité ont eu lieu avec Pékin, les premières depuis quatre ans. Et samedi 21 mars 2015, les ministres des Affaires étrangères de la Corée du Sud, de la Chine et du Japon se réunissaient à Séoul pour la première fois en près de trois ans dans le but de rétablir la coopération entre les trois puissances. Cette première trilatérale depuis avril 2012 visait à réparer les liens pour le moins tendus entre le Japon d'une part et les deux autres pays d'autre part. Mais la position chinoise, et notamment celle du président Xi Jinping, dépendra aussi beaucoup de la façon dont Shinzo Abe s'exprimera sur l'anniversaire des 70 ans de la fin de la Seconde guerre mondiale, sujet particulièrement sensible, alors que Xi Jinping a récemment renommé l'anniversaire de la guerre journée de « la victoire contre le Japon ». Or, d'une part, Shinzo Abe s'abstiendra probablement d'assister au défilé militaire organisé par la Chine pour le 70e anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale, a rapporté mercredi 25 mars 2015 le *Yomiuri Shimbun*. D'autre part, selon le quotidien, il devrait s'en tenir aux excuses présentées par ses prédécesseurs. Les tensions ne sont pas réglées...

Edouard Pflimlin avec la participation de Louis-Arthur Borer

Copyright Avril 2015-Pflimlin-Borer/Diploweb.com

Plus : Le Japon face à la menace nord-coréenne

Vidéo. La Corée du Nord et l'arme nucléaire, par B. Hautecouverture (FRS), septembre 2017

- . Quelles sont les idées fausses à propos de la Corée du Nord ?
 - . Quels sont les faits importants à connaître pour comprendre la Corée du Nord et l'arme nucléaire ?
 - . Quels sont les points importants à suivre dans les prochains mois ?
-

P.-S.

Edouard Pflimlin est journaliste au *Monde*. Il est aussi chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Louis-Arthur Borer est *Junior Fellow* à *Asia Centre*, chercheur associé à l'institut prospective sécurité en Europe (IPSE).

Notes

[1] Ryo Sahashi, "Security partnerships in Japan's Asia Strategy. Creating order, building capacity and sharing burden", Institut français des relations internationales, février 2013

[2] « Japan : examining the dynamic defense force (Chapter 3)" in East Asian strategic Review 2013, The National Institute for Defense Studies, 2013, Tokyo

[3] Lire notamment : Edouard Pflimlin et Yann Rozec, « Le Japon tisse un réseau de partenariats stratégiques et renforce son alliance avec les Etats-Unis », p. 99 et s., *Monde Chinois. Nouvelle Asie*, n°36, 2013

[4] "Coalition reaches deal on security laws / LDP, Komeito aim to submit bills in May", *The Yomiuri Shimbun*, 19 mars 2011, the-japan-news.com/news/article/0002017748

[5] Wyatt Olson, "US, Japan forces train together at Lewis-McChord", *Stars and stripes*, 18 septembre 2013

- [6] Jennifer Steinhauer, "Japan and US agree to broaden military alliance", The New York Times, 3 octobre 2013
- [7] Lire le rapport (en anglais) « The Interim Report on the Revision of the Guidelines for Japan-U.S. Defense Cooperation », mofa.go.jp/files/000055169.pdf
- [8] "Guidelines to boost seamless Japan, U.S. ties", The Yomiuri Shimbun, 8 octobre 2014, the-japan-news.com/news/article/0001627769
- [9] mod.go.jp/j/approach/agenda/guideline/2014/pdf/20131217_e2.pdf
- [10] mod.go.jp/e/jdf/no62/activities.html
- [11] Lire par exemple : Edouard Pflimlin, "Face à la Chine, le partenariat stratégique Inde-Japon ne cesse de se renforcer", Affaires stratégiques, IRIS, 10 février 2012 iris-france.org/face-a-la-chine-le-partenariat-strategique-inde-japon-ne-cesse-de-se-renforcer/
- [12] Mina Pollmann, "Japan and India's Warming Defense Ties", The Diplomat, 4 mars 2015, thediplomat.com/2015/03/japan-and-indias-warming-defense-ties/
- [13] thediplomat.com/2014/10/vietnams-extensive-strategic-partnership-with-japan/
- [14] japandailynews.com/japan-to-fast-track-coast-guard-vessels-donation-to-the-philippines-2129252/
- [15] Hideshi Futori, « Japan's disaster relief diplomacy : fostering military cooperation in Asia », Asia Pacific Bulletin, number 213, 13 mai 2013, East-West Center, Washington,
- [16] The Asahi Shimbun, 14 novembre 2013 : ajw.asahi.com/article/behind_news/politics/AJ201311140073
- [17] Asagumo, 19 septembre 2013.
- [18] http://www.nytimes.com/2014/01/14/world/asia/japans-leader-pledges-aid-on-africa-tour.html?_r=1
- [19] Lire dans le Livre Blanc de la Défense Japonais 2013 : mod.go.jp/e/publ/w_paper/pdf/2013/40_Part3_Chapter2_Sec4.pdf
- [20] the-japan-news.com/news/article/0001999297